

# Surtout, n'en parlons pas

CHRISTOPHE MINCKE

**L**a France, patrie des droits de l'homme. La France, berceau du débat rationnel. La France, terre de la politique. La France, patrie du bien commun.

En France au moins, le débat politique est capable de prendre de la hauteur. Oui, voilà un pays qui donna au monde des hommes d'État (Pétain, De Gaulle, Mitterrand), qui surent élever au rang des beaux-arts le débat politique et faire de la polarisation le terreau de la démocratie. Alors que nous, pauvres Belges, sommes cantonnés à des politiques de demi-mesures, à des compromis aux forts relents de compromission, à d'abjects entredeux. Alors que nous stagnons dans une polarisation qui fit de notre pays une auberge espagnole. Alors que notre premier réflexe, face à une question d'importance, est de l'enterrer. On verra bien, les gens se débrouilleront, si nous faisons semblant de ne pas savoir, nous pouvons faire semblant de ne pas devoir agir.

Comment pourrions-nous faire avancer une société dans ces conditions ? Comment imaginer que la chose publique puisse être dignement prise en charge ? Voilà l'indépassable supériorité de la France sur nous, celle d'être capable de politique là où nous ne pouvons nous permettre davantage que la gestion !

Il ne faut pas chercher plus loin la capacité supérieure des Français à prendre en charge de manière constructive et rationnelle le débat relatif au mariage entre homosexuels et à l'homoparentalité. Pardon ? Que dites-vous ? M<sup>gr</sup> André Vingt-Trois aurait tenu des propos inadmissibles ? Des manifestantes féministes auraient été violentées par des conservateurs au nom de la pudeur ? Des cars s'achemineraient de toute la France au nom de la protection de la famille, de la peur d'une fin-du-monde-que-nous-connaissons et de la lutte contre un mariage civil copieusement

confondu avec le mariage sacré? Les arguments rationnels seraient inaudibles? Le raisonnement cèderait face à l'insulte? Des politiques belges, incapables de formuler une critique au temps de la légalisation du mariage entre homosexuels auraient trouvé le chemin du bus les menant à Paris où ils pourraient protester contre une loi qu'ils appliquent dans leur commune? Des gens de tous bords auraient trouvé, chez des extrémistes de droite, cléricaux ou non, un support pour leurs peurs inavouées et leurs haines inassumées? Des alliances objectives se seraient nouées entre indécis frileux, fondamentalistes de tous bords, prophètes de la fin de la civilisation et partisans du retour à l'ordre?

Mais alors, comment avons-nous pu réussir la révolution civilisationnelle que constitue le mariage pour tous? Comment notre société a-t-elle survécu à l'adoption par des couples homosexuels? Comment avons-nous pu décider? Ma mémoire me fait-elle défaut au point d'oublier les convulsions dont notre pays fut pris lorsqu'il s'agit de consacrer le mariage entre homosexuels et l'homoparentalité? Ou bien cette réforme est-elle passée « comme une couque »?

De deux choses l'une. Ou peut-être deux...

D'une part, le mariage entre homosexuels et l'homoparentalité ne sont qu'une déclinaison inédite des mille et une déclinaisons du couple. Il n'y a pas à voir une révolution ou une mise en danger des fondements de notre monde, juste le signe de l'inventivité humaine, laquelle n'en est pas à son coup d'essai. Il serait donc moins question de rupture avec des fondements indépassables ou de transgression de lois naturelles que de constat d'une évolution, progressive, déjà advenue et intégrée à notre réalité sociale. Le couple homosexuel est déjà un fait, il participe de l'évolution des modèles familiaux et s'appuie sur la mutation progressive des conceptions de l'éducation des enfants et sur la révolution de la procréation médicalement assistée.

D'autre part, le débat n'est peut-être pas bon à tout; du moins pas dans sa version française: théâtralisée, se référant aux illustres ancêtres, sacrifiant aux divinités conceptuelles tutélaires, se pliant aux canons de la polarisation. Un échange feutré, entre adversaires conscients de leur interdépendance, selon des codes précis, avec une publicité raisonnée... un débat à la belge, sans éclats, auquel chacun convoque ses experts pour finir par trancher sans eux en renvoyant à la conscience de chacun, dans lequel les partenaires sont capables de reconnaître leur défaite sans s'imaginer que le jour de l'Apocalypse est venu, voilà peut-être le secret de la réforme paisible du droit du mariage.

Le plus frappant est sans doute que l'on ne peut opposer la vigueur et l'intelligence d'un débat français qui oserait poser les vraies questions à la médio-

crité belge d'une gestion timorée d'une grande question de société. Au contraire : la France ne mène pas un débat, mais est le théâtre d'un pugilat. La bêtise humaine s'y donne à voir sous ses plus beaux atours, de même que la haine, la violence, le refus de l'autre et l'amalgame le plus atterrant. Pêlemêle, en un consternant gloubiboulga, sont jetés à la face de tous la prophétie de la fin de la civilisation, l'amalgame de l'homosexualité et de la pédophilie, de l'inceste ou de la zoophilie, la contestation du droit à l'avortement, l'invocation de la colère divine, la référence à la nature comme fondement de la famille, l'affirmation du caractère pathologique (et transmissible aux enfants) de l'homosexualité, etc. Le tout sur fond de manifestations organisées par divers groupes fondamentalistes religieux (pour une fois heureux de se donner la main), fascistoïdes ou opportunistes qui voient dans cette question dont le Français n'avait au fond pas grand-chose à faire voici quelques mois, un vecteur pour, au nom d'un sain et démocratique débat, contester l'ouverture d'une société en prenant appui sur les peurs de populations affolées par la baisse radicale de leurs sécurités d'existence. Oui, parfois le débat n'est pas au service de la raison. Non, le débat n'est pas un gage de qualité des décisions.

Il ne s'agit pas ici de nous poser en modèle universel — nous ne sommes pas français, que diable —, mais d'indiquer combien notre façon de procéder, si souvent indigne à nos yeux en comparaison avec le brio de nos voisins, a ses propres vertus, dont celle de permettre à nos institutions et modèles sociaux d'évoluer progressivement, souvent lentement, mais la plupart du temps sans à-coups. Est-ce un hasard si, malgré une société travaillée par de nombreux clivages et par de puissantes forces centrifuges, nous n'avons connu ni révolutions, ni restaurations, ni empires, ni pleins pouvoirs, ni loi martiale, ni putsch, ni Commune ? Certes, la vie de la Belgique ne fut pas un long fleuve tranquille et l'on ne peut sous-estimer la question royale, la guerre scolaire, les grèves de 60 ou les violences du mouvement flamand, pas davantage que le rexisme ou la répression des grèves de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il faut constater que, tout en économisant le sang, les larmes et la salive, nous avons bâti (ou bricolé, sans doute) une société raisonnablement ouverte, démocratique et tolérante. Raisonnablement, seulement, mais qui a fait mieux ?

